**PROCES VERBAL**
**CONSEIL MUNICIPAL DU 17 NOVEMBRE 2022 A 18 HEURES.**

**Président de séance : Monsieur le Maire, Daniel SPAGNOU.**
**Secrétaire de séance : Monsieur Hugo PICHON**

**DÉLIBÉRATIONS 2022-10-01-SG à 2022-10-17-ST**

**ÉTAIENT PRÉSENTS** : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C. BRUNET M. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. BOY JP. GALANTINI V. ODDOU S. MUNS A. SCHMALTZ E. PAYAN L. MORARD S. PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S. SEBANI S. FERAUD S. DERDICHE C.
**PROCURATIONS** : MME TOUCHE C. À M. TEMPLIER JP. MME RODRIGUEZ C. À M. SPAGNOU D. MME JOURDAN E À M. CODOUL B.

**Quorum : 26 conseillers présents sur 29. Le quorum est atteint.**

**DÉLIBÉRATIONS B2022-10-18-ST et B2022-10-19-ST**

**ÉTAIENT PRÉSENTS** : MM/MMES SPAGNOU D. REYNIER C. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C. BRUNET M. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. BOY JP. GALANTINI V. ODDOU S. MUNS A. SCHMALTZ E. PAYAN L. MORARD S. PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S. SEBANI S. FERAUD S. DERDICHE C.
**PROCURATIONS** : Mme RODRIGUEZ C. à M. SPAGNOU D.
Mme JOURDAN E à M. CODOUL B.

**ABSENTS EXCUSÉS** : M. TEMPLIER JP, MME TOUCHE C.

**Quorum : 25 conseillers présents sur 29. Le quorum est atteint.**

**DÉLIBÉRATIONS 2022-10-20-ST ET SUIVANTES**

**ÉTAIENT PRÉSENTS** : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C. BRUNET M. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. BOY JP. GALANTINI V. ODDOU S. MUNS A. SCHMALTZ E. PAYAN L. MORARD S. PICHON H. CLEMENT JL. JAFFRE S. SEBANI S. FERAUD S.
**PROCURATIONS** : Mme TOUCHE C. à M. TEMPLIER JP. Mme RODRIGUEZ C. à M. SPAGNOU D.
Mme JOURDAN E à M. CODOUL B.
**ABSENT EXCUSÉ** : M. DERDICHE C.

**Quorum : 25 conseillers présents sur 29. Le quorum est atteint.**

**OUVERTURE DE LA SEANCE A 18H.**

Monsieur le Maire ouvre la séance en faisant part des informations suivantes :

- Décès de Monsieur Fabrice ACHARD, cadre infirmier à l'hôpital de Sisteron qui a beaucoup aidé au moment de la création du centre de vaccination à Sisteron. Il a également aidé à créer les centres de vaccination mobile avec les pompiers.
- Décès de Monsieur Fausto MORETTI-ALUNNI, professeur d'italien au Centre des Loisirs
- Décès du père de Madame Stéphanie BREMOND, employée communale

Monsieur le Maire ainsi que le conseil municipal renouvelle leur plus sincères condoléances.

Monsieur le Maire annonce la naissance du petit-fils de Madame Colette RODRIGUEZ, conseillère municipale et lui adresse ses félicitations.

Monsieur le Maire fait lecture du communiqué de presse qu'il a fait paraitre aujourd'hui après l'interdiction de la spéciale « Fontbelle » du Rallye Monte Carlo :

*« Dès que j'ai été informé que la spéciale Saint-Geniez-Thoard risquait d'être interdite par le Département, j'ai rencontré la présidente Eliane Barreille en présence du sénateur Jean-Yves Roux afin d'obtenir des explications.*
*Si je peux comprendre la crainte d'accident sur une route très dégradée et qui nécessite des travaux de confortement, je mets aussi en parallèle cette course de renommée internationale qui est vecteur de très importantes retombées médiatiques. Il faut savoir que cette épreuve remplit régulièrement tous les hôtels et les restaurants du Sisteronais notamment. Je vis très mal l'annulation de cette épreuve qui est une vraie catastrophe économique. Je regrette profondément que l'on ait pas anticipé les travaux qui s'avéraient nécessaires et je mesure le mécontentement de l'Automobile Club de Monaco qui, à mon sens, aurait dû se rapprocher beaucoup plus tôt de la présidente du Département afin d'envisager d'éventuels travaux de sécurité. »*

Monsieur le Maire fait part des comptes rendus de réunions des commissions municipales :
- Commission des affaires scolaires le 3.11.2022
- Commission urbanisme le 15.11.2022

Monsieur le Maire rappelle que les comptes rendus sont à la disposition des élus qui souhaitent les consulter.

Monsieur Hugo PICHON, secrétaire de séance, donne lecture des délibérations du dernier conseil municipal.

## ORDRE DU JOUR

**1- Approbation du procès-verbal de la séance du 19 OCTOBRE 2022**
Monsieur le Maire soumet aux voix le procès-verbal de la séance précédente.
Accord à l'UNANIMITÉ.

**2 - Compte rendu des actes passés entre le 20/10/22 et le 08/11/22 conformément à la délibération du 23.05.20 de délégation du conseil municipal au maire de certaines de ses attributions.**
Rapporteur : M. Jean-Pierre TEMPLIER

**3 - Compte rendu des actes passés entre le 20/10/22 et le 08/11/22 (marché) conformément à la délibération du 23.05.20 de délégation au maire en matière de marchés publics en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.**
Rapporteur : M. Patrick CLARES

**4 – Présentation de l'Étude sur les mobilités et Plan Vélo de SISTERON**
Rapporteur : Mme Nicole PELOUX

Monsieur le Maire informe l'assemblée que cette étude rejoint tout à fait la convention annuelle des Maires de la Région PACA qui a eu lieu lundi en présence de Madame la Première Ministre. En tant que Président des Maires du département il a signé cette convention pour profiter du « fond vert » puisque l'État a décidé de débloquer 2 milliards d'euros à cet effet et notre région a été choisie comme région pilote. Ce schéma de mobilités rentre tout à fait dans le cadre de ce « fond vert ».

Madame Nicole PELOUX rappelle les grands principes qui ont amené à engager cette étude en prenant en compte la volonté de la municipalité de faire de Sisteron une ville sure, facile à vivre et une ville durable.

Les trois grands principes qui ont mené à cette décision sont :

- Considérer la mobilité dans toutes ses composantes comme un enjeu structurant de notre commune,
- Etablir une stratégie pour améliorer la mobilité au quotidien en offrant un bouquet de services pour répondre au mieux aux besoins des habitants de Sisteron, qu'ils soient actifs, retraités, jeunes, sans emploi, en fragilité. Il faut que chacun des habitants de Sisteron puisse trouver un moyen de se déplacer,
- Donner une réponse face aux urgences climatiques et sociétales en s'orientant vers des solutions alternatives aux voitures et accompagner les changements de comportement des usagers.

Madame Nicole PELOUX souligne le travail et l'implication de tous les membres de la commission environnement et des Adjoints qui les ont accompagnés par des échanges constructifs, sans oublier Mathilde PAYAN, Luc RICHAUD et Jean-Christian GRIMAUD, Directeur Général des Services pour leur travail.

Monsieur GARIBBO et Madame QUEMENEUR de l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix présentent de manière synthétique l'étude que l'agence mène depuis l'année dernière :

La commune a lancé en octobre 2021 une étude mobilité afin de définir un schéma d'orientation des mobilités ainsi qu'un plan vélo. Les principales thématiques abordées étaient : le stationnement, les liaisons entre quartier, le vélo et les transports en commun. L'agence d'urbanisme du pays d'Aix Durance a mené cette étude qui avait pour objet, d'une part, de réaliser un diagnostic de la situation et d'autre part de proposer des pistes d'action pour faire évoluer la mobilité en fonction des besoins et répondre à une mobilité durable. Le résultat de l'étude est le fruit d'un travail de concertation avec les élus, la commission environnement, les services municipaux, la population, les employeurs, les acteurs du territoire. Une enquête et deux ateliers participatifs ont été organisés.

❖ Diagnostic socio-économique :

De par son attractivité économique, son bassin d'emplois et de services et son potentiel touristique, Sisteron est une ville où se concentrent de nombreux déplacements. L'enquête auprès de la population a révélé de nombreuses informations sur les habitudes et les attentes. On compte 4 600 emplois dont 59% sont occupés par des actifs venant de l'extérieur. La voiture individuelle est omniprésente et utilisée dans 82% des déplacements. 20% du domaine public est occupé par le stationnement de résident ne disposant pas de place de stationnement.

❖ L'offre de mobilité :

Sisteron est un pôle d'échange régional important mais ne dispose pas des infrastructures et de services adaptés au nombre de voyageurs et de lignes. La navette Trèfle représente 25 000 passagers par an.
Sur les modes actifs, un manque de pistes cyclables et de cheminements piétons sécurisés.
Sur le stationnement, Sisteron offre un nombre important de places en centre-ville comparé au nombre d'habitants. Pourtant, un manque de lisibilité de l'offre crée une saturation de certains sites. Plusieurs parkings proches du centre sont sous-exploités.
Les problématiques révélées dans l'enquête : des difficultés à stationner l'été et pendant les manifestations, un manque de fréquence et des horaires insuffisamment adaptés pour la navette Trèfle, un manque d'aménagement pour les cyclistes et les piétons.
Les attentes prioritaires : l'aménagement et la sécurisation des cheminements piétons, le développement de pistes et d'équipements cyclables, un développement de l'offre de transport en commun.

❖ Les pistes d'action :

- Créer et sécuriser les cheminements piétons sur les secteurs identifiés et en incluant les groupes scolaires.
- Aménager les pistes cyclables sur les axes définis et implanter des stationnements pour les vélos. Créer une passerelle piétonne et cycliste sur le pont de la Baume.
- Créer un pôle d'échange multimodal qui répondent à un certain niveau de sécurité et de services.

- Développer l'offre de transport urbain.
- Réorganiser le stationnement par zones afin de rendre l'offre plus lisible et d'optimiser l'existant.
- Renforcer la verbalisation du stationnement gênant. Mener une réflexion sur la création de parking de délestage.
- Proposer du stationnement deux-roues motorisés avec une signalétique adaptée.
- Développer le covoiturage en lien avec l'aire en construction au niveau du péage Nord de l'autoroute.

L'étude a été financée à 50% par la banque des territoires et à 18% par l'ADEME sur le volet plan vélo dans le cadre du programme Petites Villes de Demain.

Monsieur le Maire remercie Nicole PELOUX et la commission d'environnement ainsi que l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix et particulièrement Monsieur GARIBBO et Madame QUEMENEUR pour leur travail. Il ajoute que cette étude n'est qu'un début, il va falloir chiffrer ce programme pour s'inscrire dans le programme « Fond Vert » et obtenir des financements.
Certaines choses sont déjà programmées, telles que l'aire de covoiturage à l'entrée de l'autoroute Sisteron Nord votée hier au conseil communautaire.
Madame Françoise GARCIN ajoute que cette aire sera financée par ESCOTA et comportera 47 places pour le covoiturage et 4 places pour la recharge des voitures électriques. Il est également prévu un emplacement pour des parcs à vélo mais cela reste en attente d'un schéma de pistes cyclables. Madame GARCIN ajoute qu'un arrêt de bus est également prévu.

Monsieur le Maire précise que la piste cyclable (V64) que le conseil régional veut réaliser, destinée à relier Marseille à Briançon et qui s'appellera « la Durance en vélo » est intégrée à l'étude. Il ajoute qu'un parking de plus de 100 places va se faire sur la base de loisirs des Marres.

Madame Françoise GARCIN ajoute que lors du conseil communautaire du 14 novembre, il a été évoqué, dans le cadre du Plan Climat Energie Territoriale du projet de mobilité partagée mis en place par le conseil départemental des Hautes-Alpes que même les communes des Alpes de Haute-Provence pourraient en bénéficier. Il s'agit d'aires de covoiturage.

Monsieur le Maire ajoute qu'il y a des progrès à faire quand on voit que cet été, il y a eu un jour du mois d'août 99 cars qui se sont arrêtés sur le parking de la halte routière, en moyenne ce sont 24 cars qui s'arrêtent par jour. L'utilisation des transports en commun doit entrer dans les meurs.
Par ailleurs, Monsieur le Maire précise que les deux employés de la halte routière sont entièrement pris en charge par la municipalité. L'un des employés est bientôt à la retraite et ne sera pas remplacé. Le second suivra rapidement. Aujourd'hui toutes les formalités se font soit par internet soit directement à l'entrée des cars. Aussi, ces emplois et ce service sont voués à disparaitre.

Madame Nicole PELOUX souhaite compléter les propos de Monsieur le Maire au sujet du parcours « la Durance à vélo » en précisant que si la commune emprunte une partie de l'itinéraire « la Durance à vélo » elle aura droit à des subventions complémentaires. Il y aura une vigilance sur ce point afin d'être complémentaire et efficace.

**5- Délibérations secrétariat Général**
**a) Motion alerte Finance Locale**
Rapporteur : M. Daniel SPAGNOU

**Le Conseil municipal de la commune de SISTERON réuni le 17 novembre 2022 exprime sa profonde préoccupation concernant les conséquences de la crise économique et financière sur les comptes de la commune, sur sa capacité à investir et sur le maintien d'une offre de services de proximité adaptée aux besoins de la population.**
**Nos communes et intercommunalités doivent faire face à une situation sans précédent** :
Estimée pour 2022 et 2023 à environ 5,5%, l'inflation, à son plus haut niveau depuis 1985, va faire augmenter les dépenses annuelles de fonctionnement de plus de 5 Md€.

Les coûts de l'énergie, des produits alimentaires et des matériaux connaissent une hausse spectaculaire qui à elle seule compromet gravement l'équilibre des budgets de fonctionnement et les capacités d'investissement des communes et de leurs intercommunalités (Rien que pour la facture énergétique ce sont + 1 million d'euros à prévoir dès 2023 par rapport à 2021 pour la commune de SISTERON).

Enfin, l'augmentation de 3,5% du point d'indice, mesure nécessaire pour les agents territoriaux, ajoute une charge supplémentaire de 2,3 Md€ pour les collectivités (+ 200.000 euros en 2022 pour la commune de SISTERON).

Après quatre ans de baisse des dotations de 2014 à 2017, la réduction des moyens s'est poursuivie depuis 2017 avec le gel de la DGF et la baisse chaque année des attributions individuelles pour plus de la moitié des collectivités du bloc communal. Rappel : la commune de SISTERON qui percevait encore en 2012, 2,2 millions d'euros par an de dotations de l'Etat ne perçoit plus que 30 K€ en 2022).

Les projets de loi de finances et de programmation des finances publiques proposent de rajouter encore des contraintes avec la suppression de la CVAE et une nouvelle restriction des interventions des collectivités locales, à hauteur de 15 Md€ d'ici 2027, par un dispositif d'encadrement des dépenses comparable à celui dit de Cahors et visant un plus grand nombre de communes et d'intercommunalités.

**Ces mesures de restriction financières de nos communes ne se justifient pas : les collectivités ne sont pas en déficit et les soldes qu'elles dégagent contribuent au contraire à limiter le déficit public.**

Les erreurs du passé ne doivent pas être reproduites : depuis 2014, la baisse cumulée des dotations, qui représente un montant de 46 Md€ a conduit à l'effondrement des investissements alors que les comptes de l'Etat n'ont fait apparaître aucune réduction de déficit : celui de 2019, juste avant la crise sanitaire, est resté au même niveau qu'en 2014 (3,5% du PIB).

**Face à l'impact de la crise économique, il est essentiel de garantir la stabilité en Euros constants des ressources locales** pour maintenir l'offre de services à la population, soutien indispensable au pouvoir d'achat des ménages.
Face à la faiblesse de la croissance annoncée à 1% en 2023, l'urgence est également de soutenir l'investissement public local qui représente 70% de l'investissement public et constitue une nécessité pour accompagner la transition écologique des transports, des logements et plus largement de notre économie.

**Dans un contexte de crise mondiale, le Parlement doit prendre la mesure de cette réalité** et permettre aux communes et intercommunalités de disposer des moyens d'assurer leurs missions d'amortisseurs des crises.
Monsieur le Maire propose au conseil municipal de :

**1 – SOUTENIR LES POSITIONS DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE QUI PROPOSE A L'EXECUTIF :**

- **d'indexer la DGF sur l'inflation 2023**, afin d'éviter une nouvelle réduction des moyens financiers du bloc communal de près de 800 millions d'euros. La revalorisation de la DGF est également indispensable pour engager une réforme globale de la DGF, visant notamment à réduire les écarts injustifiés de dotations.
- **de maintenir l'indexation des bases fiscales** sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre 2022 (+6,8% estimés).
- **soit de renoncer à la suppression de la CVAE, soit de revoir les modalités de sa suppression**. Adossée à la valeur ajoutée et déductible du bénéfice imposable à l'IS, la CVAE n'est pas déconnectée des performances de l'entreprise, elle n'est pas un impôt de production mais constitue un lien fiscal essentiel entre les entreprises et leur territoire d'implantation.

Les collectivités ne sont pas responsables du niveau élevé des prélèvements obligatoires, la fiscalité locale ne représentant que 6,5% du PIB sur un total de 44,3%.

Si la suppression de la CVAE devait aboutir, il serait alors indispensable de la remplacer par une contribution locale, sur laquelle les collectivités garderaient le pouvoir de taux et/ou d'assiette. Dans l'attente d'un dispositif élaboré avec les associations d'élus, la commune de SISTERON demande un dégrèvement permettant une compensation intégrale.

- **de renoncer à tout dispositif punitif d'encadrement** de l'action locale. Les 15 Md€ de restrictions de dépenses imposés aux collectivités locales d'ici 2027 sont en réalité des restrictions imposées à la population car c'est autant de moins pour financer l'offre de services.
- **de réintégrer les opérations d'aménagement, d'agencement et d'acquisition de terrains dans l'assiette du FCTVA**. Cette réintégration doit être opérée en urgence pour permettre notamment aux collectivités locales frappées par les incendies d'avoir de nouveau accès au FCTVA pour l'aménagement des terrains concernés.
- **de rénover les procédures d'attribution de la DSIL** pour permettre une consommation des crédits votés en lois de finances. En particulier, la commune de SISTERON demande la suppression des appels à projets, et, pour l'attribution de la DSIL, l'instauration d'une commission d'élus et la transmission des pouvoirs du préfet de région au préfet de département. Cette même logique doit prévaloir pour l'attribution du « fonds vert ».

La commune de SISTERON demande aussi que la date limite de candidature pour la DSIL intervienne après le vote du budget primitif concerné. Cette évolution permettrait de donner plus de temps aux échanges avec les services de l'État et d'appréhender l'ensemble des projets éligibles.

**2 – SOUTENIR LES PROPOSITIONS FAITES AUPRES DE LA PREMIERE MINISTRE PAR L'ENSEMBLE DES ASSOCIATIONS D'ELUS :**

- **Créer un bouclier énergétique d'urgence** plafonnant le prix d'achat de l'électricité pour toutes les collectivités locales, éventuellement assorti d'avances remboursables.
- **Permettre aux collectivités de sortir sans pénalités financières** des nouveaux contrats de fourniture d'énergie, lorsqu'elles ont dû signer à des conditions tarifaires très défavorables.
- **Donner aux collectivités qui le souhaitent la possibilité de revenir aux tarifs réglementés de vente (TRV)** – c'est-à-dire aux tarifs régulés avant l'ouverture à la concurrence - quels que soient leur taille ou leur budget.

Monsieur le Maire ajoute que la situation est dramatique pour les collectivités locales.
Il soumet la motion au vote.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**b) Avis sur les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche accordées par Monsieur le Maire au titre de l'année 2023.**

Rapporteur : M. Nicolas LAUGIER

Le titre III de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, relatif notamment au développement de l'emploi, introduit de nouvelles mesures visant à améliorer au profit des salariés et des commerçants les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche et en soirée.

L'objectif de ce texte est de répondre aux enjeux du développement du territoire dans les zones disposant d'une attractivité économique et touristique, réduire les distorsions entre les commerces, et améliorer la compensation pour les salariés volontaires, permettant ainsi de clarifier et de rationaliser la législation existante et de sortir de l'insécurité juridique du cadre actuel, tout en permettant de libérer les énergies là où les gains économiques seront possibles pour les entreprises, les salariés et les territoires. La loi Macron a pour objectif de faciliter l'ouverture dominicale des commerces en simplifiant l'ensemble des dispositifs qui l'encadrent.
Concernant les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche, la loi Macron a apporté à la législation existante les modifications suivantes :

- Obligation de demander l'année N-1, l'avis du Conseil Municipal sur les dérogations exceptionnelles accordées sur l'année N, et ce, quel que soit le nombre de dimanches accordés dans la limite de 12 jours.
- Obligation de demander l'année N-1, sur saisine du Maire de la Commune concernée, l'avis du Conseil Communautaire sur les dérogations exceptionnelles accordées sur l'année N, et ce, dès lors que le nombre de dimanches accordés dépassent le nombre de 5 et dans la limite de 12 jours. A défaut de délibération de l'EPCI dans un délai de 2 mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Par courrier du 21 OCTOBRE 2022, Monsieur le Maire a sollicité l'avis des organisations professionnelles intéressées sur ces dimanches potentiellement dérogatoires pour 2023.

Outre la consultation obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressées, l'arrêté municipal qui fixe le nombre de dimanches doit faire l'objet d'une concertation préalable en consultant :
- le Conseil Municipal qui doit rendre un avis simple ;

Monsieur le Maire propose que pour l'année 2023, et suivant les avis reçus par les professionnels, un arrêté doit être pris afin de désigner 7 dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire serait supprimé et confirme la nécessité de demander l'avis du Conseil Communautaire qui sera rendu au plus tard en DECEMBRE 2022.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, Monsieur le Maire soumet à l'avis du Conseil municipal la liste des dimanches concernés pour tous les établissements de toutes branches d'activités, spécifiquement les « commerces de détail », hormis ceux appartenant à la branche commerciale ayant pour code APE 4511 Z
Vu les articles L 3132-26 et R 3132-21 du Code du Travail ;
Sous réserve de l'avis favorable du Conseil Communautaire rendu au plus tard dans les deux mois suivant sa saisine

**Monsieur Nicolas LAUGIER propose au conseil municipal de :**

- **DECIDER** que le nombre de dimanches bénéficiant des dérogations exceptionnelles au titre de l'année 2023 en vertu du titre III de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, est de 7, confirmant par la même la nécessité d'avoir un avis favorable du Conseil Communautaire.

- **ADOPTER** le calendrier 2023 suivant :

- Dimanche 15 JANVIER 2023 (1er dimanche des soldes d'hiver)
- Dimanche 28 MAI 2023 (avant la fête des mères)
- Dimanche 2 JUILLET 2023 (1er dimanche des soldes d'été)

- Dimanche 10 DECEMBRE 2023 (période de noël)
- Dimanche 17 DECEMBRE 2023
- Dimanche 24 DECEMBRE2023
- Dimanche 31 DECEMBRE 2023

➢ **CHARGER** Monsieur le Maire de prendre l'arrêté municipal correspondant et d'en **informer** les professionnels ainsi que le Préfet des Alpes de Haute Provence et les services de l'Etat compétents.

**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**6- Délibérations Service Comptabilité :**

**a) Virement de crédits n° 3 BUDGET PRINCIPAL**

Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

| section | intitulé | gestionnaire | article / imputation | destination | fonction | Opération | Chapitre | Réel ou d'ordre | prévu BP + DM + VC | VIREMENT | Total après modification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DF | chauffage | BAT | 60613 | ADSOC | 64 | | 011 | ER | 6 000,00 € | **4 600,00 €** | 10 600,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | ATE | 810 | | 011 | ER | 8 500,00 € | **6 500,00 €** | 15 000,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | BOULOD | 414 | | 011 | ER | 5 000,00 € | **3 800,00 €** | 8 800,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | CSTC | 411 | | 011 | ER | 36 000,00 € | **27 500,00 €** | 63 500,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | DMAF | 411 | | 011 | ER | 15 000,00 € | **11 500,00 €** | 26 500,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | ECMAT | 211 | | 011 | ER | 8 550,00 € | **6 500,00 €** | 15 050,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | ECPRIM | 212 | | 011 | ER | 44 500,00 € | **34 000,00 €** | 78 500,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | FESTAC | 33 | | 011 | ER | 0,00 € | **7 500,00 €** | 7 500,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | GENDIV | 020 | | 011 | ER | 68 000,00 € | **52 000,00 €** | 120 000,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | MATRESCO | 251 | | 011 | ER | 8 500,00 € | **6 500,00 €** | 15 000,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | PETIVOLI | 64 | | 011 | ER | 3 700,00 € | **2 800,00 €** | 6 500,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | RESTSCO | 251 | | 011 | ER | 1 000,00 € | **700,00 €** | 1 700,00 € |
| DF | chauffage | BAT | 60613 | STADE | 412 | | 011 | ER | 8 000,00 € | **6 100,00 €** | 14 100,00 € |
| DF | transport scolaire | ENS | 6247 | TRANSCO | 252 | | 011 | ER | 83 000,00 € | **-50 000,00 €** | 33 000,00 € |
| DF | Rémunération principale titulaire | PER | 64111 | GENDIV | 020 | | 012 | ER | 221 276,00 € | **80 062,00 €** | 301 338,00 € |
| DF | Rémunérations contractuels | PER | 64131 | GENDIV | 020 | | 012 | ER | 266 524,00 € | **96 435,00 €** | 362 959,00 € |
| DF | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | PER | 6451 | GENDIV | 020 | | 012 | ER | 81 258,00 € | **29 401,00 €** | 110 659,00 € |
| DF | Cotisations aux caisses de retraite | PER | 6453 | GENDIV | 020 | | 012 | ER | 121 888,00 € | **44 102,00 €** | 165 990,00 € |
| DF | prélèvement FPIC | GEN | 739223 | OPNV | 01 | | 014 | ER | 350 000,00 € | **-32 787,00 €** | 317 213,00 € |
| DF | dépenses imprévues de fonctionnement | GEN | 022 | GENDIV | 020 | | 022 | ER | 200 000,00 € | **-73 060,80 €** | 126 939,20 € |
| DF | virement de section de fonctionnerment | GEN | 021 | OPNV | 01 | | 021 | ER | 1 046 558,24 € | **-87 252,20 €** | 959 306,04 € |
| | **dépenses de fonctionnement** | | | | | | | | | **176 900,00 €** | |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | ADTEC | 810 | | 013 | ER | 0,00 € | **6 100,00 €** | 6 100,00 € |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | CABMAIR | 020 | | 013 | ER | 0,00 € | **1 400,00 €** | 1 400,00 € |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | CENAER | 422 | | 013 | ER | 0,00 € | **1 400,00 €** | 1 400,00 € |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | CIME | 026 | | 013 | ER | 0,00 € | **27 600,00 €** | 27 600,00 € |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | CLAIRLUNE | 64 | | 013 | ER | 0,00 € | **750,00 €** | 750,00 € |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | ECPRIM | 212 | | 013 | ER | 0,00 € | **1 300,00 €** | 1 300,00 € |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | GENDIV | 020 | | 013 | ER | 46 590,00 € | **8 300,00 €** | 54 890,00 € |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | MATRESCO | 251 | | 013 | ER | 4 000,00 € | **8 100,00 €** | 12 100,00 € |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | POLEJ | 422 | | 013 | ER | 0,00 € | **1 000,00 €** | 1 000,00 € |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | PROPRE | 813 | | 013 | ER | 0,00 € | **20 600,00 €** | 20 600,00 € |
| RF | Remboursements sur rémunérations du | PER | 6419 | RESTSCO | 251 | | 013 | ER | 0,00 € | **800,00 €** | 800,00 € |
| RF | forfait prélèvement stationnement | TEC | 70384 | EQVOI | 821 | | 70 | ER | 4 000,00 € | **-1 600,00 €** | 2 400,00 € |
| RF | Autres prestations de services | TEC | 70688 | EQVOI | 821 | | 70 | ER | 3 000,00 € | **15 000,00 €** | 18 000,00 € |
| RF | remboursement fluides SISA maison santé | BAT | 70878 | MSANTE | 511 | | 70 | ER | 0,00 € | **7 500,00 €** | 7 500,00 € |
| RF | autres produits de gestion | CLT | 7088 | MORNANO | 322 | | 70 | ER | 2 500,00 € | **600,00 €** | 3 100,00 € |
| RF | Autres impôts locaux roles supplémentaires | GEN | 7318 | OPNV | 01 | | 73 | ER | 1 091,00 € | **3 000,00 €** | 4 091,00 € |
| RF | versement FPIC | GEN | 73223 | OPNV | 01 | | 73 | ER | 78 000,00 € | **3 900,00 €** | 81 900,00 € |
| RF | Droits de place | TEC | 7336 | VFOIR | 91 | | 73 | ER | 30 000,00 € | **12 050,00 €** | 42 050,00 € |
| RF | droits de mutation à titre onéreux | GEN | 7381 | OPNV | 01 | | 73 | ER | 250 000,00 € | **-10 000,00 €** | 240 000,00 € |
| RF | dotation de solidarité rurale | GEN | 74121 | OPNV | 01 | | 74 | ER | 100 000,00 € | **7 400,00 €** | 107 400,00 € |
| RF | FCTVA fonctionnement | GEN | 744 | OPNV | 01 | | 74 | ER | 38 000,00 € | **5 900,00 €** | 43 900,00 € |
| RF | participation communes membres CCSB | ENS | 74741 | ECPRIM | 212 | | 74 | ER | 0,00 € | **450,00 €** | 450,00 € |
| RF | participation communes non-membres CCSB | ENS | 74748 | ECPRIM | 212 | | 74 | ER | 0,00 € | **800,00 €** | 800,00 € |
| RF | Loyers | BAT | 752 | DMAF | 411 | | 75 | ER | 60 000,00 € | **-17 000,00 €** | 43 000,00 € |
| RF | Loyers | GEN | 752 | ECPRIM | 212 | | 75 | ER | 2 700,00 € | **30 500,00 €** | 33 200,00 € |
| RF | Loyers | GEN | 752 | GENDIV | 020 | | 75 | ER | 55 000,00 € | **23 000,00 €** | 78 000,00 € |
| RF | Dédits et pénalités | PM | 7711 | PM | 112 | | 77 | ER | 0,00 € | **2 100,00 €** | 2 100,00 € |
| RF | Annulation mandats exercices antérieurs | BAT | 773 | GENDIV | 020 | | 77 | ER | 0,00 € | **1 000,00 €** | 1 000,00 € |
| RF | Annulation mandats exercices antérieurs | CPTI | 773 | GENDIV | 020 | | 77 | ER | 0,00 € | **4 900,00 €** | 4 900,00 € |
| RF | Annulation mandats exercices antérieurs | SPO | 7788 | DMAF | 411 | | 77 | ER | 0,00 € | **550,00 €** | 550,00 € |
| RF | Annulation mandats exercices antérieurs | TEC | 7788 | EQVOI | 821 | | 77 | ER | 1 500,00 € | **9 500,00 €** | 11 000,00 € |
| | **recettes de fonctionnement** | | | | | | | | | **176 900,00 €** | |
| DI | autres immobilisations corporelles | GEN | 2188 | GENDIV | 020 | 622 | | ER | 25 027,19 € | **1 147,00 €** | 26 174,19 € |
| | ***622 Matériel*** | | | | | | | | ***25 027,19 €*** | ***1 147,00 €*** | ***26 174,19 €*** |
| DI | solution numérique commerce | GEN | 2051 | COMMERCE | 94 | 745 | | ER | 25 000,00 € | **-9 556,00 €** | 15 444,00 € |
| | ***745 Informatique*** | | | | | | | | ***25 000,00 €*** | ***-9 556,00 €*** | ***15 444,00 €*** |
| DI | provision minibus pôle jeunesse | GEN | 2182 | POLEJ | 422 | 781 | | ER | 15 950,00 € | **-15 950,00 €** | 0,00 € |
| DI | minibus pôle jeunesse | JEU | 2182 | POLEJ | 422 | 781 | | ER | 0,00 € | **39 000,00 €** | 39 000,00 € |
| | ***781 Véhicule*** | | | | | | | | ***15 950,00 €*** | ***23 050,00 €*** | ***39 000,00 €*** |
| DI | solde MO andrônes | TEC | 2151 | VOICOM | 822 | 878 | | ER | 14 799,27 € | **500,00 €** | 15 299,27 € |
| | ***878 andrônes*** | | | | | | | | ***14 799,27 €*** | ***500,00 €*** | ***15 299,27 €*** |
| DI | réseaux électriques ENEDIS | TEC | 21534 | VOICOM | 822 | 909 | | ER | 53 848,57 € | **20 406,00 €** | 74 254,57 € |
| DI | réseaux électriques divers | TEC | 21534 | EQVOI | 821 | 909 | | ER | 10 000,00 € | **-10 000,00 €** | 0,00 € |
| DI | réseaux telecom ORANGE + fibres | TEC | 21538 | VOICOM | 822 | 909 | | ER | 23 506,41 € | **-13 827,00 €** | 9 679,41 € |
| DI | enfouissement réseaux telecom | TEC | 21538 | EQVOI | 821 | 909 | | ER | 0,00 € | **25 300,00 €** | 25 300,00 € |
| | ***909 réseaux*** | | | | | | | | ***87 354,98 €*** | ***21 879,00 €*** | ***109 233,98 €*** |
| DI | étude DATA-CENTER | GEN | 2088 | GENDIV | 020 | 934 | | ER | 54 340,00 € | **-8 440,00 €** | 45 900,00 € |
| | ***934 DATA-CENTER*** | | | | | | | | ***54 340,00 €*** | ***-8 440,00 €*** | ***45 900,00 €*** |
| | **dépenses d'investissement** | | | | | | | | | **28 580,00 €** | |
| RI | Bque Territoires solution numérique | GEN | 1328 | COMMERCE | 94 | 745 | | ER | 20 000,00 € | **-7 644,80 €** | 12 355,20 € |
| | ***745 Informatique*** | | | | | | | | ***20 000,00 €*** | ***-7 644,80 €*** | ***12 355,20 €*** |
| RI | subvention CAF 80% HT minibus pôle | JEU | 1328 | POLEJ | 422 | 781 | | ER | 0,00 € | **24 697,00 €** | 24 697,00 € |
| | ***781 Véhicule*** | | | | | | | | ***0,00 €*** | ***24 697,00 €*** | ***24 697,00 €*** |
| RI | Bque Territoires étude DATA-CENTER | GEN | 1328 | GENDIV | 020 | 934 | | ER | 35 000,00 € | **-4 220,00 €** | 30 780,00 € |
| | ***934 DATA-CENTER*** | | | | | | | | ***35 000,00 €*** | ***-4 220,00 €*** | ***30 780,00 €*** |
| RI | FCTVA investissement | GEN | 10222 | OPNV | 01 | | 10 | ER | 400 000,00 € | **101 000,00 €** | 501 000,00 € |
| RI | taxes d'aménagement | GEN | 10226 | OPNV | 01 | | 10 | ER | 75 000,00 € | **2 000,00 €** | 77 000,00 € |
| RI | virement de section de fonctionnerment | GEN | 021 | OPNV | 01 | | 021 | ER | 1 046 558,24 € | **-87 252,20 €** | 959 306,04 € |
| | **recettes d'investissement** | | | | | | | | | **28 580,00 €** | |

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal de voter les virements de crédits ci-dessus.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**b) virement crédits n°2 EAU**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

| section | intitulé | gestionnaire | article / imputation | destination | fonction | Opération | Chapitre | Réel ou d'ordre | prévu BP + DM + VC | VIREMENT | Total après modification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DF | dotation aux amortissements | GEN | 6811 | | | | 042 | ER | 329 617,00 € | **4 958,00 €** | 334 575,00 € |
| DF | virement à section d'investissement | GEN | 023 | | | | 023 | ER | 196 560,25 € | **-4 958,00 €** | 191 602,25 € |
| | **dépenses de fonctionnement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| | | | | | | | | | | | |
| | **recettes de fonctionnement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| | | | | | | | | | | | |
| | **dépenses d'investissement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| RI | amortissements | GEN | 28153 | | | | 040 | ER | 170 261,00 € | **318,00 €** | 170 579,00 € |
| RI | amortissements | GEN | 28156 | | | | 040 | ER | 139 614,00 € | **1 917,00 €** | 141 531,00 € |
| RI | amortissements | GEN | 28182 | | | | 040 | ER | 8 335,00 € | **2 723,00 €** | 11 058,00 € |
| RI | viement de section de fonctionnement | GEN | 021 | | | | 021 | ER | 196 560,25 € | **-4 958,00 €** | 191 602,25 € |
| | **recettes d'investissement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal de voter les virements de crédits ci-dessus.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**c) virement crédits n°1 ASSAINISSEMENT**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

| section | intitulé | gestionnaire | article / imputation | destination | fonction | Opération | Chapitre | Réel ou d'ordre | prévu BP + DM + VC | VIREMENT | Total après modification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DF | dotation aux amortissements | GEN | 6811 | | | | 042 | ER | 200 590,54 € | **-13 992,00 €** | 186 598,54 € |
| DF | virement à section d'investissement | GEN | 023 | | | | 023 | ER | 178 770,09 € | **13 992,00 €** | 192 762,09 € |
| | **dépenses de fonctionnement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| | | | | | | | | | | | |
| | **recettes de fonctionnement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| DI | travaux divers | TEC | 21532 | STEPSUD | | 98 | 98 | ER | 165 000,00 € | **9 621,93 €** | 174 621,93 € |
| | ***98 - renouvellement réseaux eaux usées*** | | | | | | | | ***165 000,00 €*** | ***9 621,93 €*** | ***174 621,93 €*** |
| | **dépenses d'investissement** | | | | | | | | | **9 621,93 €** | |
| RI | amortissements | GEN | 28131 | | | | 040 | ER | 15 713,43 € | **-88,00 €** | 15 625,43 € |
| RI | amortissements | GEN | 28135 | | | | 040 | ER | 26 499,36 € | **890,00 €** | 27 389,36 € |
| RI | amortissements | GEN | 28153 | | | | 040 | ER | 108 485,19 € | **-16 349,00 €** | 92 136,19 € |
| RI | amortissements | GEN | 28156 | | | | 040 | ER | 9,00 € | **18 165,00 €** | 18 174,00 € |
| RI | amortissements | GEN | 28157 | | | | 040 | ER | 136,99 € | **270,00 €** | 406,99 € |
| RI | amortissements | GEN | 28181 | | | | 040 | ER | 18 179,73 € | **-16 880,00 €** | 1 299,73 € |
| RI | travaux divers | TEC | 21532 | STEPSUD | | 98 | 98 | ER | 165 000,00 € | **9 621,93 €** | 174 621,93 € |
| | ***98 - renouvellement réseaux eaux usées*** | | | | | | | | ***165 000,00 €*** | ***9 621,93 €*** | ***174 621,93 €*** |
| RI | viement de section de fonctionnement | GEN | 021 | | | | 021 | ER | 178 770,09 € | **13 992,00 €** | 192 762,09 € |
| | **recettes d'investissement** | | | | | | | | | **9 621,93 €** | |

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal de voter les virements de crédits ci-dessus.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**d) virement crédits n°1 ABATTOIR**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

| section | intitulé | gestionnaire | article / imputation | destination | fonction | Opération | Chapitre | Réel ou d'ordre | prévu BP + DM + VC | VIREMENT | Total après modification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DF | divers honoraires | GEN | 6226 | | | | 011 | ER | 10 000,00 € | **-5 047,00 €** | 4 953,00 € |
| DF | dotation aux amortissements | GEN | 6811 | | | | 042 | ER | 175 553,00 € | **5 047,00 €** | 180 600,00 € |
| | **dépenses de fonctionnement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| | | | | | | | | | | | |
| | **recettes de fonctionnement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| DI | travaux | GEN | 2135 | | | 109 | 09 | ER | 269 843,58 € | **5 047,00 €** | 274 890,58 € |
| | **dépenses d'investissement** | | | | | | | | | **5 047,00 €** | |
| RI | amortissements | GEN | 28131 | | | | 040 | ER | 50 158,00 € | **87,00 €** | 50 245,00 € |
| RI | amortissements | GEN | 28135 | | | | 040 | ER | 124 422,00 € | **4 960,00 €** | 129 382,00 € |
| | **recettes d'investissement** | | | | | | | | | **5 047,00 €** | |

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal de voter les virements de crédits ci-dessus.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**e) virement crédits n°1 CAMPING**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

| section | intitulé | gestionnaire | article / imputation | destination | fonction | Opération | Chapitre | Réel ou d'ordre | prévu BP + DM + VC | VIREMENT | Total après modification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DF | contribution foncière des entreprises | GEN | 635111 | | | | 011 | ER | 5 000,00 € | **-1 302,00 €** | 3 698,00 € |
| DF | dotation aux amortissements | GEN | 6811 | | | | 042 | ER | 74 256,76 € | **1 759,00 €** | 76 015,76 € |
| | **dépenses de fonctionnement** | | | | | | | | | **457,00 €** | |
| RF | reprise sur amortissements | GEN | 7811 | | | | 042 | ER | 0,00 € | **457,00 €** | 457,00 € |
| | **recettes de fonctionnement** | | | | | | | | | **457,00 €** | |
| DI | divers immobilisations corporelles | GEN | 2188 | | | 537 | 537 | ER | 236 052,21 € | **1 302,00 €** | 237 354,21 € |
| DI | reprise sur amortissements | GEN | 28151 | | | | 040 | ER | 0,00 € | **457,00 €** | 457,00 € |
| | **dépenses d'investissement** | | | | | | | | | **1 759,00 €** | |
| RI | amortissements | GEN | 28135 | | | | 040 | ER | 29 315,00 € | **2 216,00 €** | 31 531,00 € |
| RI | amortissements | GEN | 28151 | | | | 040 | ER | 457,00 € | **-457,00 €** | 0,00 € |
| | **recettes d'investissement** | | | | | | | | | **1 759,00 €** | |

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal de voter les virements de crédits ci-dessus.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**f) virement crédits n°1 CLAUX DU THOR**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

| section | intitulé | gestionnaire | article / imputation | destination | fonction | Opération | Chapitre | Réel ou d'ordre | prévu BP + DM + VC | VIREMENT | Total après modification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DF | variation de stocks | GEN | 71355 | | 01 | | 042 | ER | 0,00 € | **8 237,64 €** | 8 237,64 € |
| DF | virement à section d'investissement | GEN | 023 | | 01 | | 023 | ER | 8 237,64 € | **-8 237,64 €** | 0,00 € |
| | **dépenses de fonctionnement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| | | | | | | | | | | | |
| | **recettes de fonctionnement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| | | | | | | | | | | | |
| | **dépenses d'investissement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| RI | variation de stocks | GEN | 3555 | | 01 | | 040 | ER | 0,00 € | **8 237,64 €** | 8 237,64 € |
| RI | virement de section de fonctionnement | GEN | 021 | | 01 | | 021 | ER | 8 237,64 € | **-8 237,64 €** | 0,00 € |
| | **recettes d'investissement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal de voter les virements de crédits ci-dessus.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**g) virement crédits n°1 PRAYOUS**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

| section | intitulé | gestionnaire | article / imputation | destination | fonction | Opération | Chapitre | Réel ou d'ordre | prévu BP + DM + VC | VIREMENT | Total après modification |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DF | variation de stocks | GEN | 71355 | | 01 | | 042 | ER | 456 206,14 € | **0,48 €** | 456 206,62 € |
| DF | divers dépenses gestion courante | GEN | 658 | | 01 | | 65 | ER | 5,00 € | **-0,48 €** | 4,52 € |
| | **dépenses de fonctionnement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| | | | | | | | | | | | |
| | **recettes de fonctionnement** | | | | | | | | | **0,00 €** | |
| DI | divers en cours | GEN | 2315 | | 01 | | 23 | ER | 0,00 € | **0,48 €** | 0,48 € |
| | **dépenses d'investissement** | | | | | | | | | **0,48 €** | |
| RI | variation de stocks | GEN | 3555 | | 01 | | 040 | ER | 456 206,14 € | **0,48 €** | 456 206,62 € |
| | **recettes d'investissement** | | | | | | | | | **0,48 €** | |

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal de voter les virements de crédits ci-dessus.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**h) Admission en non-valeur 2022**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

Le comptable de la Commune de SISTERON indique n'avoir pu recouvrer auprès des débiteurs, les titres de recettes émis sur le budget PRINCIPAL de 2021 à 2022, malgré les mises en demeures et poursuites engagées selon listes de non-valeurs fournies et accompagnées des justificatifs pour les seules cotes supérieures à 160€.
Ces produits irrécouvrables représentent les sommes suivantes :

**BUDGET PRINCIPAL :** 305.85 € **(7 cotes - totalité de la liste 5465260111)**

Il est proposé l'admission en non-valeur des titres non recouvrés selon cette liste.
Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal **d'accepter** la mise en non-valeur des titres non recouvrés émis sur les budgets PRINCIPAL durant les exercices 2021 à 2022 selon la liste mentionnée ci-dessus. Les crédits sont inscrits au budget communal aux comptes 6541 et 6542.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**i) Conventions co-financement travaux enfouissement Telecom Route-de Saint-Geniez La Baume, Mazet de l'Adrech et avenue de la Durance**
Rapporteur : Franck PERARD

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).
**VU** l'arrêté Préfectoral n°2013-2845 du 31 décembre 2013 fixant les statuts du Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications.
**VU** la délibération du Conseil Municipal, n° 2013-10-11 SF du 05 décembre 2013, approuvant les statuts du Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications.
**VU** la délibération du Conseil Municipal, n° 2020-03-06 SG du 23 mai 2020, conférant certaines délégations au Maire, conformément à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.
**VU** la délibération du conseil syndical du Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications, n° 2020-03-01 du 16 décembre 2020, fixant la liste des travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications cofinancés avec les communes retenues pour la programmation 2020.
**VU** la délibération du conseil syndical du Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications, n° 2021-02-06 du 21 décembre 2021, fixant la liste des travaux

d'enfouissement des réseaux de télécommunications cofinancés avec les communes retenues pour la programmation 2021.
**VU** le projet de convention pour le co-financement à 50% avec le Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications des travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications Route de Saint-Geniez La Baume pour un coût total estimé à 15.800 € TTC dont 7.800 € à la charge de la commune de Sisteron.
**VU** le projet de convention pour le co-financement à 50% avec le Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications des travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications Mazet de l'Adrech pour un coût total estimé à 21.000 € TTC dont 10.500 € à la charge de la commune de Sisteron.
**VU** le projet de convention pour le co-financement à 50% avec le Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications des travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications avenue de la Durance pour un coût total estimé à 14.000 € TTC dont 7.000 € à la charge de la commune de Sisteron.

Monsieur Franck PERARD demande au Conseil municipal :

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer les conventions avec le Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications sachant que les crédits ont été prévus au budget primitif au compte d'imputation 21538-909.
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention avec le Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications pour les travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications Route de Saint-Geniez La Baume pour un coût total estimé à 15.800 € TTC dont 7.800 € à la charge de la commune de Sisteron.
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention avec le Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications pour les travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications Mazet de l'Adrech pour un coût total estimé à 21.000 € TTC dont 10.500 € à la charge de la commune de Sisteron.
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention avec le Syndicat Mixte Sisteronais Moyenne-Durance d'énergie des réseaux d'éclairage public et de télécommunications pour les travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications avenue de la Durance pour un coût total estimé à 14.000 € TTC dont 7.000 € à la charge de la commune de Sisteron.

**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**j) Provisions et reprise de provision exercice 2022**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

Après transmission des données financières par le comptable public assignataire, il y a lieu de délibérer pour constater les dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants (dépréciation des comptes de redevables) à constater pour l'année 2022 et les reprises de provisions :

- **budget principal → provision c/6817 = 1444 € / reprise provision c/7817 = 1210 €**
- **budget eau → provision c/6817 = 823 € / reprise provision c/7817 = 928 €**
- **budget assainissement → provision c/6817 = 3862 € / reprise provision c/7817 = 3723 €**

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal **d'approuver** les dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants de l'année 2022 décrites ci-dessus.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**k) Dissolution budget annexe CLAUX DU THOR**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

CONSIDÉRANT que tous les terrains du budget annexe CLAUX du THOR ont été vendus, que le prix de vente a été encaissé, que les déclarations de TVA sont finalisées ainsi que les écritures de stock et autres écritures de régularisation (arrondis de TVA)
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à la dissolution du budget annexe CLAUX du THOR au 31/12/2022
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'intégrer au Budget principal les résultats de clôture du Budget annexe CLAUX du THOR qui seront arrêtés au 31/12/2022 à savoir :

- ✓ un déficit de fonctionnement de 8239,33 €

CONSIDÉRANT que tous les comptes de la balance du budget annexe CLAUX DU THOR seront ainsi soldés.
Il y a lieu de procéder à la dissolution du budget annexe CLAUX DU THOR au 31/12/2022

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal **d'intégrer** au budget principal les résultats de clôture au 31/12/2022 du budget annexe CLAUX DU THOR, déficitaire en fonctionnement pour 8239,33 €.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**l) Dissolution budget annexe PRAYOUS**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

CONSIDÉRANT que tous les terrains du budget annexe PRAYOUS ont été vendus, que le prix de vente a été encaissé, que les déclarations de TVA sont finalisées ainsi que les écritures de stock et autres écritures de régularisation (arrondis de TVA)
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à la dissolution du budget annexe PRAYOUS au 31/12/2022
CONSIDÉRANT que le compte de bilan 1068 créditeur pour 0,48 € sera intégré au budget principal par opération non budgétaire ;
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'intégrer au Budget principal les résultats de clôture du Budget annexe PRAYOUS qui seront arrêtés au 31/12/2022 à savoir :

- ✓ un déficit de fonctionnement de 40860,38 €
- ✓ un excédent d'investissement de 0,48 €

CONSIDÉRANT que tous les comptes de la balance du budget annexe PRAYOUS seront ainsi soldés ;

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande l'autorisation au conseil municipal de **procéder** à la dissolution du budget annexe PRAYOUS au 31/12/2022 et **d'intégrer** au budget principal les résultats de clôture au 31/12/2022 du budget annexe PRAYOUS, déficitaire en fonctionnement pour 40860,38 € et excédentaire en investissement pour 0,48 €.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**m) adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2023**
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER

Rappel du contexte réglementaire et institutionnel :

- En application de l'article 106 III de la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRé), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.
- Cette instruction, la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte de la concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL) et la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 sera le référentiel de droit commun de toutes les collectivités au 1er janvier 2024.
- Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (communes et

établissements publics de coopération intercommunale), M52 (départements) et M71 (régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction, avec une présentation croisée selon le mode de vote qui n'a pas été retenu pour les collectivités de plus de 3500 habitants.

- Le référentiel budgétaire et comptable M57 reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les règles budgétaires assouplies déjà applicables aux régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires dans un cadre défini par l'assemblée délibérante, notamment :
  - en matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme (en investissement) et des autorisations d'engagement (en fonctionnement), adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme (en investissement) et d'autorisations d'engagement (en fonctionnement) lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;
  - en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ; ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision
  - en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : faculté de vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme (en investissement) et d'autorisations d'engagement (en fonctionnement) de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

La commune de Sisteron dont la population est de 7834 habitants, conformément aux dispositions réglementaires visées ci-après, décide d'adopter le référentiel M57 dans sa version développée avec vote par nature, chapitres globalisés et présentation croisée par fonction à compter du 01/01/2023.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14 soit pour la Ville de Sisteron uniquement son budget principal, les budgets annexes Claux du Thor et Prayous gérés en M14 étant dissouts au 31/12/2022. Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2023, la colonne BP n-1 (appartenant à une autre nomenclature comptable) sera renseignée dans la mesure des possibilités techniques permises par le logiciel comptable, financier et budgétaire de la commune.

L'adoption du règlement budgétaire et financier et la fixation des modalités de gestion des amortissements et immobilisations en M57 seront examinées d'ici la fin de l'année 2022 par délibérations séparées.

VU l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
VU l'arrêté interministériel du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57
Vu l'avis favorable du comptable public en date du 17/03/2022 annexé

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER demande au conseil municipal **d'adopter** à compter du 01/01/2023, la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée avec vote par nature, chapitres globalisés et présentation croisée par fonction pour le budget principal de la ville de Sisteron et **d'autoriser** Monsieur le Maire à procéder dans le cadre de cette nouvelle nomenclature, à compter du 1er janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ; **d'autoriser** dans le cadre de cette nouvelle nomenclature, le passage à une gestion pluriannuelle des crédits en cours de mandat avec vote d'autorisations de programme (en investissement) et d'autorisations d'engagement (en fonctionnement) et **d'autoriser** Monsieur le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**7- Délibérations Services Techniques :**

**a) Convention de servitudes avec ENEDIS pour la mise en place d'un réseau électrique souterrain sur les parcelles AP-124-413-416-417 lieux dits PROVIOU SUD Route de Gap.**

Rapporteur : Monsieur Franck PERARD

Dans le cadre du raccordement électrique des parcelles appartenant à la SCI GALLETTI, il est nécessaire d'établir une convention de servitude pour la mise en place de câbles souterrains sous la chaussée sur les parcelles cadastrées AP – 124 -413 – 416 – 417 lieux-dits PROVIOU-SUD Route de Gap.

Monsieur Franck PERARD demande au conseil municipal **d'approuver** la signature de la convention de servitude avec ENEDIS pour la mise en place d'un réseau électrique souterrain sur les parcelles appartenant à la SCI GALLETTII, cadastrées AP – 124 -413 – 416 – 417 lieux-dits PROVIOU-SUD Route de Gap et **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention de servitude avec ENEDIS.

**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**b) Implantation d'une infrastructure de recharge pour véhicule électrique (IRVE) sur la commune de SISTERON, allée de Verdun, par le Syndicat d'Energie des Alpes de Haute Provence. Transfert de compétence IRVE au SDE04**

Rapporteur : Monsieur Bernard CODOUL

Les membres du conseil municipal sont informés que le comité syndical du SDE04 a adopté des modifications statutaires permettant d'intégrer la compétence IRVE telle que visée à l'article L 2224-37 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour mémoire, cet article indique : *« Sous réserve d'une offre inexistante, insuffisante ou inadéquate sur leur territoire, les communes peuvent créer et entretenir des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ou mettre en place un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables »*.

Les arrêtés préfectoraux des 8 juin, 6 juillet et 22 novembre 2016 ont acté en ce sens la modification des statuts du Syndicat d'énergie. Cela a permis le développement d'un véritable service public, comprenant la fourniture des bornes, leur installation et leur raccordement au réseau, la maintenance et le fonctionnement, la supervision et l'exploitation du service.

Il est exposé :

- Que le déploiement initial prévoit l'installation de 74 bornes de type accélérée et rapides,
- Que le mode d'exploitation en délégation de service public permet sous conditions l'installation de bornes de recharge supplémentaires,
- Et que le comité syndical a fixé une contribution financière de la part des communes sur lesquelles il est prévu d'implanter une borne.

Monsieur Bernard CODOUL demande au conseil municipal :

- **De transférer** la compétence IRVE au SDE04
- **D'approuver** le principe de l'opération et d'autoriser le syndicat à implanter une ou plusieurs borne(s) sur le(s) meilleur(s) emplacement(s), étant précisé que celui-ci sera établi en lien avec les représentants de la commune, du SDE et du délégataire.
- **D'approuver** les modalités adoptées par le comité syndical du SDE dans sa séance du 09 juillet 2021, à savoir une participation communale établie à 10% plafonné à 1250€HT ;

- **D'accepter** le principe d'une participation annuelle forfaitaire de 500 euros par borne versée au SDE04, étant précisé que le syndicat prendra à sa charge la totalité des coûts inhérents au fonctionnement de ce réseau (abonnements, consommations, maintenance, supervision),
- **D'autoriser** M. le maire à signer la convention financière qui précise les modalités comptables de versement des participations,
- **D'autoriser** M. le maire à signer la convention d'occupation du domaine public de la Commune allée de Verdun. La dépense est prévue au budget de la Commune.

Monsieur Bernard CODOUL ajoute que l'installation de cette borne est prévue pour 2023. Il s'agit d'une borne recharge rapide, raison pour laquelle elle est située en centre-ville.
Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER précise que sur le département, au niveau du SDE04, la borne de Sisteron est celle qui est la plus utilisée.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**c) Acquisitions d'une partie de la parcelle section BD N°908 lieux-dits « Les Coudoulets ». Elargissement de la voie communale n°7**
Rapporteur : Monsieur Franck PERARD

⚠ **Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER quitte la salle et ne prend pas part au vote.**

Dans le cadre de l'élargissement de la Voie Communale N° 7 il y a lieu d'acquérir une partie de la parcelle section BD N° 908 lieux-dits « Les Coudoulets » appartenant à Mme TEMPLIER Nadège pour une surface de 92 m² à 44 euros le m², suivant l'accord signé le 12-12-2021, pour un montant de 4 048.00 euros.

Monsieur Franck PERARD demande au conseil municipal de **décider** d'acquérir une partie de la parcelle section BD N° 908 lieux-dits « Les Coudoulets » appartenant à Mme TEMPLIER Nadège pour une surface de 92 m² à 44 euros le m², pour un montant de 4 048.00 euros. Le montant est prévu au budget 2022 et **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer les actes et toutes pièces relatives à cette affaire.
L'acte notarié sera établi par Me MARTELLI M. notaire à Sisteron.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**d) Acquisitions parties des parcelles section BE N°880 et BE 882 lieu-dit « La Haute Chaumiane ». Elargissement de la voie communale n°7**
Rapporteur : Monsieur Franck PERARD

⚠ **Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER a quitté la salle et ne prend pas part au vote.**

Dans le cadre de l'élargissement de la Voie Communale N° 7 il y a lieu d'acquérir les parties des parcelles **section BE N° 880 pour une surface de 211 m² et BE N° 882 pour une surface de 29 m² lieu-dit « La Haute-Chaumiane » appartenant à Monsieur HEBIDI Pascal et Mme TEMPLIER Carole pour une surface totale de 240 m² pour un montant de 1 972.08 euros** suivant l'accord signé le 21-09-2021, intégrant les différences de surface et les prestations réalisées à l'issue des travaux.

Monsieur Franck PERARD demande au conseil municipal de **décider** d'acquérir les parties des parcelles section BE N° 880 pour une surface de 211 m² et BE N° 882 pour une surface de 29 m² lieu-dit « La Haute-Chaumiane » appartenant à Monsieur HEBIDI Pascal et Mme TEMPLIER Carole pour un montant de 1 972.08 euros et **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer les actes et toutes pièces relatives à cette affaire.
Le montant est prévu au budget 2022. L'acte notarié sera établi par la SELARL PROJURIS - Mes Geneviève THIBERS-SANTORO et Michaël SANTORO, Notaires à SISTERON.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

Monsieur Franck PERARD remercie les membres de la commission des travaux, ses collègues de la majorité mais aussi de l'opposition car il s'agissait d'un dossier complexe.

Monsieur Jean-Pierre TEMPLIER revient dans la salle du conseil municipal.
Monsieur Cyril DERDICHE quitte la salle jusqu'à la fin de la séance.

**e) Subvention OPAH-RU au bénéfice de Monsieur ABBAS Miloud propriétaire occupant au 100 Chemin de Chapage parcelle E 150.**
Rapporteur : Monsieur Bernard CODOUL

Dans le cadre de l'OPAH-RU et notamment pour l'octroi d'une aide à Monsieur ABBAS Miloud, propriétaire occupant au 100 Chemin de Chapage, il est nécessaire d'avoir l'autorisation du Conseil Municipal pour les dossiers d'aide à **L'AMÉLIORATION ÉNERGÉTIQUE DE L'HABITAT.**

Pour un montant de travaux retenu par l'ANAH de **34 889.18 TTC**, il sera proposé une aide globale de 23 500.00 € qui se décompose comme suit :

ANAH : ……..... 16 500.00 €
Commune : …… 7 000.00 €

Monsieur Bernard CODOUL demande au conseil municipal **d'accepter** d'allouer une aide de 7 000.00 € de la Commune à Monsieur ABBAS Miloud, propriétaire occupant au 100 Chemin de Chapage, dans le cadre de l'amélioration énergétique de l'habitat sur présentation des factures acquittées et **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à cette subvention. Les crédits sont prévus au budget.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**f) Subvention OPAH-RU au bénéfice de Monsieur RIOGERGE Max propriétaire occupant au 76 les Claux du Thor parcelle F 1331.**
Rapporteur: Monsieur Bernard COCOUL

Dans le cadre de l'OPAH-RU et notamment pour l'octroi d'une aide à Monsieur RIOGERGE Max, propriétaire occupant au 76 « Les Claux du Thor », il est nécessaire d'avoir l'autorisation du Conseil Municipal pour les dossiers d'aide à **L'AMÉLIORATION ÉNERGÉTIQUE DE L'HABITAT.**

Pour un montant de travaux retenu par l'ANAH de **12 449.00 € TTC** il est proposé une aide globale de 9 434.56 € qui se décompose comme suit :

ANAH : ……..... 5 630.00 €
Commune : …… 1 770.00 €
Caisse de retraite : …….. 2 034.56 €

Il y a lieu **d'accepter** d'allouer une aide de 1 770.00.00 € de la Commune à Monsieur RIOGERGE Max, propriétaire occupant au 76 « Les Claux du Thor », dans le cadre de l'amélioration énergétique de l'habitat sur présentation des factures acquittées et **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à cette subvention. Les crédits sont prévus au budget.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**g) Subvention OPAH-RU Cœur de Vile au bénéfice de Madame CLAUDETTE Elizanda, propriétaire occupant au 8 Rue Chapuzie, parcelle AS 1068.**
Rapporteur : Monsieur Bernard CODOUL

Dans le cadre de l'OPAH-RU cœur de Ville et notamment pour l'octroi d'une aide à Madame CLAUDETTE Elizanda, propriétaire occupant au 8 Rue Chapuzie, il est nécessaire d'avoir l'autorisation du Conseil Municipal pour les dossiers d'aide à **L'AMÉLIORATION ÉNERGÉTIQUE DE L'HABITAT.**

Pour un montant total de travaux de 13 561, 37 € TTC dont 11 156.00 TTC **(**retenus par l'ANAH), il sera proposé une aide globale de 13 080.50 € qui se décompose comme suit :

ANAH : ……..... 8 897.00 €
Commune : …… 2 789.00 €
Région : ……. 1 394.50 €

Monsieur Bernard CODOUL demande au conseil municipal **d'accepter** d'allouer une aide de 2 789.00 € de la Commune ainsi qu'une aide de 1 394.50 € de la Région à Madame CLAUDETTE Elizanda, propriétaire occupant au 8 Rue Chapuzie, dans le cadre de l'amélioration énergétique de l'habitat sur présentation des factures acquittées et **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à cette subvention. Les crédits sont prévus au budget.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**h) Acte notarié de constitution de servitudes sur voie d'accès - parcelle cadastrée AS 1093.**
Rapporteur : Monsieur Bernard CODOUL

UNICIL SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODÉRÉ en sa qualité de Bailleur Social ayant pour activité principale la gestion immobilière, est propriétaire de la résidence « Les Terrasses de l'ALCAZAR » sise 202 Rue des Combes comprenant 4 bâtiments à usage d'habitation.

UNICIL bénéficie à ce jour, pour ses locataires d'une convention autorisant la mise à disposition à la Société UNICIL d'une emprise foncière correspondant à la voie d'accès aux parkings de la résidence « les terrasses de l'Alcazar » sur la parcelle cadastrée section AS N° 1093 pour les besoins de ses locataires ou tout occupant dans les conditions définies dans la convention.

Suite à la délibération B2021-09-13 ST du 15/12/2021, établissant cette convention, la société UNICIL a souhaité faire acter devant notaire les servitudes objet de la convention. Le projet d'acte de constitution de servitudes est présenté au Conseil Municipal.

Monsieur Bernard CODOUL demande au conseil municipal **d'approuver** le projet de servitudes et **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer toute pièce relative à cet acte de constitution de servitudes.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**8 – Délibérations du Service Personnel :**
**a) Convention de mise à disposition individuelle à temps partiel de personnel de la Mairie de SISTERON auprès de l'Education Nationale / Inspection Départementale de SISTERON pour l'entretien et la mise en état de propreté de ses locaux administratifs – période de 3 ans du 01/01/2023 au 31/12/2025**
Rapporteur : Monsieur Daniel SPAGNOU

L'Education Nationale / Inspection Départementale de SISTERON en l'absence de moyens humains et techniques spécifiques, demande à la Commune de SISTERON de poursuivre la mise à disposition d'un de ses agents de la filière technique, de façon partielle, afin d'exécuter des tâches d'entretien et de mise en état de propreté dans ses locaux administratifs situés 45 Place René Cassin à SISTERON.

Il s'agit de prolonger pour une nouvelle période de 3 ans à compter du 01/01/2023 jusqu'au 31/12/2025, une mise à disposition de personnel auprès de l'Education Nationale / Inspection Départementale de SISTERON ayant débuté le 01/01/2011 et dont la dernière période arrive à son terme le 31/12/2022.

L'agent mis à disposition assurera les missions développées dans la convention de mise à disposition de personnel à conclure annexée à la présente délibération. L'Education Nationale / Inspection Départementale de SISTERON prendra à sa charge le coût du personnel mis à disposition et s'engage à rembourser à la Commune de SISTERON le traitement et les charges correspondants à cette mise à disposition.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de **décider** de procéder à la mise à disposition individuelle à temps partiel d'un agent de la commune de SISTERON auprès de l'Education Nationale / Inspection Départementale de SISTERON à compter du 01/01/2023 pour 3 ans soit jusqu'au 31/12/2025 selon les modalités définies ci-dessus et **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition individuelle à temps partiel correspondante avec l'Education Nationale / Inspection Départementale de SISTERON et **d'effectuer** toutes les démarches nécessaires à sa bonne exécution.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**b) Convention de mise à disposition individuelle à temps complet ascendante d'un agent de la Communauté de Communes du Sisteronais/Buëch (CCSB) pour le compte de la Commune de SISTERON – 3 mois du 01/01/2023 au 31/03/2023**
Rapporteur : Monsieur Daniel SPAGNOU

La commune de Sisteron souhaite bénéficier de la mise à disposition à temps complet d'un agent de la CCSB au grade d'Adjoint technique qui sera en charge de tâches techniques polyvalentes d'exécution dans les domaines de la voirie, des réseaux divers, des espaces naturels, du transport, montage, manutention de divers matériels et de la conduite de véhicules. Cette mise à disposition individuelle d'une durée de 3 mois du 01/01/2023 au 31/03/2023 doit permettre d'évaluer l'aptitude professionnelle de l'agent au poste proposé et son intégration au sein de son équipe de travail, préalablement à une mutation qu'il s'agira de valider à l'appui d'un bilan professionnel à établir par sa hiérarchie.

La CCSB et leur agent ont donné leur accord pour cette mise à disposition. La commune de SISTERON s'engage à rembourser à la CCSB le traitement et les charges sociales correspondant à cette mise à disposition.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de **décider** de procéder à la mise à disposition individuelle à temps complet d'un agent de la CCSB au grade d'Adjoint technique auprès de la commune de SISTERON à compter du 01/01/2023 pour 3 mois soit jusqu'au 31/03/2023, selon les modalités définies ci-dessus et **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition individuelle correspondante avec la CCSB et **d'effectuer** toutes les démarches nécessaires à sa bonne exécution.
**Accord du conseil municipal à l'UNANIMITÉ**

**9 - Question diverse :**
Néant
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h55.
Monsieur le Maire remercie MM et MMES Jean-Christian GRIMAUD, Jean-Charles MINETTO, Élise PHILIPPE, Pascal BUNAND, Roberto FIGAROLI, François OSUNA, Mathilde PAYAN, Caroline BOUVIER, Antonin BREMOND, la Police Municipale, la Presse et le public et souhaite à toutes et à tous une bonne soirée.

Fait à Sisteron le 6 décembre 2022

| | |
|---|---|
| Le Président de séance, | Le Secrétaire de Séance, |
| Daniel SPAGNOU | Hugo PICHON |